

Le « monde émergent » émergé, les « pays développés » immergés.

Un des changements les plus marquants de ces dernières années est aussi la pierre angulaire de la fin d'un monde : depuis 2008, les pays dits « développés » représentent moins de 50 % de la richesse annuelle mondiale. Jusqu'au début des années 1990, leur poids dans le PIB planétaire était encore d'environ 64 %. Il est tombé à 46,3 % en 2010 puis à 42 % en 2015-2016, et pourrait atteindre 39 % à partir de 2020 selon les projections du FMI (en données harmonisées et mesurées en parités de pouvoir d'achat).

Les pays développés représenteront bientôt moins de 40 % du PIB mondial.

	1980	1990	2000	2010	2015	2020
Pays développés	63,7	63,9	57,0	46,3	42,4	39,2
Pays du G7	51,1	51,0	43,8	34,4	31,5	28,9
Etats-Unis	21,9	22,1	20,8	16,8	15,8	14,9
Zone euro	22,7	21,1	17,6	13,7	11,9	10,9
Japon	7,6	8,7	6,5	4,9	4,3	3,7
Allemagne	6,6	6,1	4,9	3,7	3,4	3,1
France	4,4	4,1	3,4	2,6	2,3	2,1
Royaume-Uni	3,8	3,7	3,1	2,5	2,4	2,2
Pays émergents	36,3	36,1	43,0	53,7	57,6	60,8
Chine	2,3	4,1	7,4	13,8	17,1	19,4
Inde	2,9	3,7	4,2	6,0	7,0	8,5
Russie	ND	ND	3,3	3,6	3,3	2,8
Brésil	4,4	3,7	3,2	3,2	2,8	2,4

Sources : FMI, ACDEFI

Comme le montre le tableau ci-dessus, la zone développée qui a connu la plus grosse baisse de son poids dans le PIB mondial est malheureusement la zone euro. En 1990, cette dernière représentait ainsi 21 % du PIB planétaire, contre seulement 11,9 % aujourd'hui.

Sur la même période, le poids des Etats-Unis a également régressé, mais dans une moindre mesure puisqu'il est passé de 22,1 % à 15,8 %.

A l'inverse, le pays qui a connu la plus forte progression de son poids dans le PIB mondial est la Chine, celui-ci passant de 4,1 % en 1990 à 17,1 % en 2015 et bientôt 20 %.

L'Inde n'est certes pas en reste, mais son poids atteindra « seulement » 8,5 % du PIB mondial en 2020, contre 3,7 % en 1990.

Compte tenu de ses récents déboires, le Brésil ne parvient plus à suivre le reste du monde émergent, son poids dans le PIB planétaire passant de 3,7 % en 1990 à 2,8 % en 2015 et au mieux 2,4 % en 2020.

Au total, les pays développés ne sont plus les locomotives de la croissance mondiale depuis le début des années 2000, et leur contribution ne cesse de s'étioler. Depuis une quinzaine d'années, les pays dits « émergents » réalisent environ 80 % de la croissance internationale.

Pour autant, il faut noter que, les arbres ne montant pas au ciel, les pays émergents connaissent également une phase de ralentissement depuis quelques années.

Ainsi, de 2000 à 2015, la croissance annuelle moyenne de ces pays était de 5,9 %, dont 7,9 % pour les pays émergents d'Asie, contre 3,9 % pour la planète, 1,8 % pour les pays développés et 1,2 % pour la zone euro.

De 2000 à 2015, le PIB mondial progressait de 3,9 % par an.

Pays émergents d'Asie	7,9
Pays émergents	5,9
Monde	3,9
Amérique Latine	3,1
Etats-Unis	1,9
Royaume-Uni	1,9
Pays développés	1,8
France	1,3
Allemagne	1,3
Zone euro	1,2
Japon	0,8

Sources : FMI, ACDEFI

De 2008 à 2015, les pays développés ont complètement décroché. La croissance annuelle moyenne de leur PIB n'a été que de 1 %, avec une mention spéciale pour les trois lanternes rouges : 0,4 % en France, 0,2 % au Japon et 0,1 % dans la zone euro.

Dans le même temps, la dynamique des pays émergents a également ralenti, mais dans une moindre mesure : 7,4 % pour les pays de l'Asie émergente et 5,2 % pour l'ensemble du monde émergent.

Grâce à cette résistance, la croissance planétaire moyenne a pu rester appréciable à 3,2 %, soit néanmoins 0,3 point de moins que son niveau depuis 1980.

Depuis 2008, les pays développés décrochent, le monde émergent résiste.

Pays émergents d'Asie	7,4
Pays émergents	5,2
Monde	3,2
Amérique Latine	2,6
Etats-Unis	1,2
Pays développés	1,0
Royaume-Uni	0,9
Allemagne	0,9
France	0,4
Japon	0,2
Zone euro	0,1

Sources : FMI, ACDEFI

Mais, sans la vigueur des pays émergents, la chute aurait été bien plus marquée.

Et pourtant ! En dépit de ces évolutions imparables, les dirigeants des pays dits « riches » n'arrivent toujours pas à conceptualiser la nouvelle donne mondiale. Encore dernièrement, le président français a osé annoncer que le ralentissement de la croissance en Chine et dans de nombreux pays émergents n'aurait quasiment pas d'impact sur la croissance des pays occidentaux, et notamment sur celle de la France. Quel manque de discernement ! Quel déni de réalité !

Jusqu'à la fin des années 1990, lorsque les pays développés éternuaient, les pays émergents s'enrhumaient, voire attrapaient la grippe. Depuis les années 2000, c'est exactement le contraire. En 2008-2009, pour la première fois dans l'histoire contemporaine, le monde développé a sombré dans une grave récession tandis que la sphère émergente a continué de croître. Pour 2016 et 2017, il en sera de même, dans la mesure où de nombreux pays émergents disposent de marges de manœuvre importantes pour relancer la machine (notamment d'un point de vue budgétaire et monétaire), alors que les pays riches ont déjà utilisé toutes leurs cartouches.

De plus, n'oublions pas que la puissance économique des pays émergents leur a également conféré un poids financier qui transparait, notamment à travers des réserves de changes pléthoriques.

Les réserves de changes restent pléthoriques dans le monde émergent et notamment en Chine.

Rg	Réserves de changes + or	mds de \$	% du PIB	Date
1	Chine	3 305	29,0	Mars 2016
2	Japon	1262	30,7	Avril 2016
3	Suisse	649,2	95,9	Mars 2016
4	Arabie Saoudite	555	87,8	Juillet 2016
5	Taiwan	426	82,1	Janv 2016
6	Russie	398,2	32,2	Août 2016
7	Corée du Sud	369,8	26,5	Mars 2016
8	Inde	367,2	16,8	Août 2016
9	Hong Kong	362,9	117,9	Juillet 2016
10	Brésil	362,2	20,1	Avril 2016
11	Singapour	244	83,0	Fév 2016
12	Allemagne	200,3	5,9	Avril 2016
13	Thaïlande	182,7	48,9	Août 2016
14	Mexique	179,7	15,5	Mars 2016
15	Royaume-Uni	164	5,7	Mars 2016
16	Algérie	155,7	88,9	Déc 2015
17	France	153,9	6,4	Mars 2016
18	Italie	143,2	7,9	Mars 2016
19	Etats-Unis	121,3	0,7	Avril 2016
20	Turquie	112,8	15,6	Mars 2016

Sources : Banques centrales, ACDEFI

Ces pays bénéficient aussi de l'assise colossale de leurs fonds souverains. Ces véritables fonds d'État, qui gèrent des excédents publics, sont généralement le produit de rentes – le pétrole pour les pays du Golfe, par exemple –, d'excédents commerciaux – des entreprises publiques chinoises, par exemple – ou encore, très rarement, d'excédents de comptes publics.

Si l'on ajoute les sommes colossales récoltées dans les fonds privés, on obtient environ 5 000 milliards de dollars disponibles pour le seul monde émergent. Loin de subir le diktat des pays développés, les émergents sont en train de devenir les créanciers de leurs « aînés ». Tel est le revers de la médaille de la mondialisation.

Au niveau des entreprises occidentales, dont la valeur a été injustement abaissée par la crise, ou au niveau des États, le besoin de fonds prêtables et/ou d'investisseurs est énorme. Or, qui dispose encore de liquidités aujourd'hui ? Les fonds souverains et les fonds privés du monde émergent. Lorsque l'on voit comment la Grèce et la France ont ouvert la porte, l'une à la Chine, et l'autre au Qatar, on se pose des questions. Évidemment, à court terme, tout le monde est content : les pays en recherche de liquidités – notamment pour financer leurs excès de dette – et les pays en quête de bonnes affaires. Seulement voilà, à moyen terme, ces « échanges » se traduiront forcément par une perte d'indépendance pour les pays débiteurs. Dans la gestion des conflits à venir, les Chinois ou les Qataris seront certainement beaucoup moins conciliants que les Américains ou les Allemands au cours des trente dernières années...

Marc Touati